

Déclaration préalable CGT

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'Administration,
Monsieur le directeur général,

Le précédent conseil d'administration s'est tenu dans un contexte marqué par deux crises.

D'abord une crise politique nationale du fait de la lutte contre la loi travail. La CGT était alors, avec d'autres forces et aux côtés d'une part significative des salariés, mobilisée contre ce texte qui inflige des reculs majeurs à tous les salariés. Alors qu'en juillet, après l'utilisation à trois reprises de l'arme antidémocratique bien que constitutionnelle du 49-3, une majorité de français rejetait encore ce texte et soutenait la mobilisation, les manifestants et grévistes qui ont fait face à un gouvernement ayant la répression pour seule réponse.

Ensuite une crise de la direction du CEREMA sur laquelle il ne s'agit pas pour nous de revenir aujourd'hui, mais qui a impacté de nombreux agents, en particulier au siège.

Mais la réalité du Cerema, c'est le déclin dans lequel le ministère enfonce notre établissement depuis sa création :

- **La diminution systématique chaque année des moyens alloués par l'État à notre établissement a des impacts désastreux sur les effectifs, les missions, les charges de travail ou encore la mobilité...** Ce conseil doit se prononcer sur une ponction dans la trésorerie du CEREMA de 5,7M€ sur le budget 2016. Nous appelons à voter contre ce budget rectificatif 2016. Il doit aussi se prononcer sur une **baisse du budget de 4M€ et la suppression de 125 ETP pour 2017.** Certains administrateurs, avaient voté une motion contenant l'engagement que « *sans changement de trajectoire* », ils « *voteront contre le budget 2017* ». **Les représentants CGT du personnel refusent d'accepter cette nouvelle régression au nom du « sinon ce sera pire ».** Il faut passer de la menace aux actes et rejeter ce budget d'austérité, destructeur pour nos missions et les agents.
- **La restructuration LOLF** opérée au ministère, qui **regroupe** dans le programme 159 nommé « réseau scientifique et technique » **le CEREMA avec Météo-France et l'IGN.** **Quelle est la signification politique de ce regroupement, alors que le CEREMA a des proximités avec d'autres Établissements Publics ?**
- **La fermeture de plusieurs sites décidée dans le premier volet du projet pluriannuel de stratégie immobilière,** qui s'accompagnent de mobilités forcées, de pertes de compétences, de stress et d'anxiété pour les agents. Une menace de fermeture pèse toujours sur les sites de l'agglomération bordelaise et sur Metz. **Il nous semble indispensable que ce conseil affirme dès maintenant la conservation des sites de Metz.**
- **La fin d'une logique de service public, à laquelle se substitue une logique de recherche effrénée de recettes propres,** où ce qui compte est moins la qualité et l'utilité de ce qu'on produit que le mode de financement de la prestation.



L'orientation de la direction du Cerema, affirmée dans la « *e-lettre n°12 du Cerema* », indique, sans attendre l'avis et le vote du présent conseil, un **objectif de très forte croissance des recettes propres, celles-ci devant augmenter de 50 % entre 2015 et 2020 soit un rythme de +8,5 % par an**. Cet objectif se traduira par une pression accrue sur les agents et/ou une baisse drastique de nos missions en préprogrammé et T9 correspondant à un effondrement de la subvention de l'État.

- **Le développement d'une vision comptable et aliénante de notre activité, symbolisée par le logiciel de suivi d'activité SIGMA**, outil d'individualisation du suivi de la production au détriment de la vie des équipes.
- **L'affaiblissement de notre ancrage territorial, avec de plus en plus d'activités qu'on ne trouve plus que dans certaines directions territoriales.**
- **La dégradation des conditions de travail et la croissance des situations de mal-être au travail, dont le siège du Cerema n'est que la partie émergée de l'iceberg.**

Face à ces constats, l'issue n'est pas la réussite des orientations actuelles données au Cerema, mais leur échec. La CGT revendique une autre politique pour notre service : une hausse des moyens en effectifs, investissement et fonctionnement, un équilibre économique garanti quelles que soient les évolutions des missions nécessaires aux besoins sociaux, un ancrage territorial renforcé au lieu d'être affaibli, etc.

Nous vous remercions de votre attention.